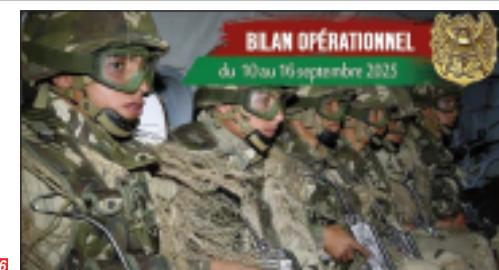


L'ANP DANS UN BILAN OPÉRATIONNEL

Reddition d'un terroriste et arrestation de 4 éléments de soutien aux groupes terroristes en une semaine



P: 16

EL HAYAT

EL ARABIYA

Quotidien national d'information - N° 3117 - Prix : 20 DA - Jeudi 18 Septembre 2025 - elhayatalarabiya.dz

SELON LE RAPPORT ANNUEL DE LA BANQUE D'ALGÉRIE

Hausse de 5,3 % des crédits à l'économie à fin 2024

P: 04



RENTRÉE SCOLAIRE

Sadaoui préside une conférence nationale pour garantir une rentrée fluide et efficace

P.02



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

4.112 postes budgétaires alloués au recrutement de professeurs pour l'exercice 2025

P.04

UNION PARLEMENTAIRE AFRICAINE

Réunion à Alger de la commission de révision des amendements

P.03

RENTRÉE SCOLAIRE

Sadaoui préside une conférence nationale pour garantir une rentrée fluide et efficace

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a présidé, mardi dernier, une conférence nationale par visioconférence, consacrée à l'évaluation des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire et à la mise en place des mesures garantissant une rentrée fluide et efficace, a indiqué un communiqué du ministère.

Acette occasion, le ministre a affirmé que la rentrée scolaire constitue un "enjeu national" mobilisant les efforts des institutions de l'Etat et des hautes autorités, en la considérant comme "l'un des mécanismes essentiels pour consolider la stabilité sociale". Il a appelé les directeurs de l'éducation à "faire montre de vigilance et de sérieux, et à assurer leur présence sur le terrain pour prendre les dispositions nécessaires à la réussite de ce rendez-vous important". Le ministre a insisté sur la nécessité "de signaler immédiatement tout problème au ministère, en fournissant des informations précises et actualisées, afin de garantir la prise de décision adéquate au moment opportun", selon le communiqué. Evoquant les questions liées notamment à l'encadrement administratif et pédagogique, M. Sadaoui a mis en avant l'importance de "garantir un



encadrement dans les établissements scolaires, en particulier les nouveaux, tout en veillant à assurer l'encadrement pédagogique". Concernant les cantines scolaires, il a mis l'accent sur la nécessité de "fournir des repas chauds dès le premier jour de la rentrée", en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Il a également exhorté les directeurs de l'éducation à "transmettre à la cellule de suivi, au niveau du secrétariat général, des données précises sur la préparation des cantines scolaires dans chaque commune, au plus tard mercredi (hier, Ndlr)". Abordant la question de la propreté des établissements scolaires, M. Sadaoui a instruit les directeurs de l'éducation de "coordonner

directement avec les présidents des APC pour fournir les produits et moyens de nettoyage, afin d'assurer des conditions d'accueil adéquates pour les élèves". S'agissant de la prise en charge des préoccupations des parents, le ministre a insisté sur "l'importance de répondre rapidement à leurs préoccupations et de trouver des solutions, en vue de refléter l'image réelle de l'Ecole algérienne et du service public". Concernant la semaine nationale de la santé scolaire, le ministre a rappelé que la première semaine de la rentrée scolaire est consacrée à des activités de santé et de sensibilisation, sans perturber le programme pédagogique, à travers un cours d'introduction le premier jour, des ateliers interactifs les jours suivants et

des activités d'information et de sensibilisation pendant le reste de la semaine". Il a précisé que "les thématiques porteront sur "la santé et l'alimentation saine dans le primaire, les dangers des boissons énergisantes, l'addiction aux écrans et aux substances psychotropes dans le collège et le secondaire", saluant l'accompagnement du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), qui a mis à disposition un nombre considérable de produits de santé destinés aux élèves dans toutes les wilayas". Au cours de son intervention, M. Sadaoui a également abordé le dossier des ressources humaines, annonçant l'"ouverture de possibilités d'échanges entre enseignants de la même wilaya, selon des critères précis, sous la supervision du ministère", et la connexion des établissements scolaires à la fibre optique. Dans le cadre de la promotion de la transition numérique et du développement des services éducatifs, le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'"établir des listes précises des établissements non encore connectés au réseau", relevant que "le ministère de la Poste et des Télécommunications est prêt à soutenir cette initiative". Au terme de son intervention, le ministre de l'Education nationale a appelé tous les directeurs de l'éducation et les cadres à suivre l'exécution de ces instructions avec précision et rigueur, afin de garantir une rentrée scolaire réussie, répondant aux attentes de l'Etat et des familles algériennes", selon le même communiqué.

Le ministère de l'Education nationale invite les élèves de tous les cycles à participer au Prix national de l'innovation scolaire

Le ministère de l'Education nationale a invité, mardi dernier dans un communiqué, les élèves de tous les cycles d'enseignement à participer au concours national Prix national de l'innovation scolaire, dont la première édition est consacrée au thème "L'innovation dans le domaine de la robotique". Le ministère a précisé que ce concours, qui débutera le 1er octobre prochain sur l'ensemble du territoire national, vise à concrétiser les ambitions scientifiques des élèves à travers des projets "tangibles", et de découvrir les élèves talentueux dans

les domaines scientifiques et technologiques. Ce concours s'inscrit "en droite ligne avec les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à faire de l'Ecole algérienne un lieu productif, créatif et en phase avec les exigences de l'époque", a ajouté le ministère, qui a ajouté que les élèves auront l'opportunité d'exprimer "leurs capacités d'innovation et de concrétiser leurs ambitions scientifiques à travers des projets tangibles". Cette initiative constitue "une nouvelle étape vers une école algérienne créative, misant sur

l'intelligence de ses enfants pour remodeler les contours de l'avenir", a ajouté le ministère, soulignant que le concours vise également à "développer l'esprit d'innovation et de créativité, à relier les connaissances théoriques à la pratique, ainsi qu'à renforcer le travail collectif et la coopération, et à soutenir l'orientation vers la numérisation et l'économie de la connaissance", a ajouté la même source. Le concours "sera ouvert aux élèves de tous les niveaux d'enseignement au sein des établissements éducatifs et d'enseignement publics et privés" et la

participation peut se faire "à titre individuel ou en équipes de 2 à 6 élèves". Le projet doit être réalisé au sein de l'établissement scolaire et ne doit pas avoir été présenté auparavant dans d'autres concours", selon la même source. Le ministère a fixé au 25 janvier 2026 la date limite de dépôt des projets réalisés par les élèves dans leurs établissements éducatifs, le 16 avril prochain étant retenu pour la cérémonie de remise des prix, coïncidant avec la célébration de la journée du savoir. La participation à ce concours doit se faire par "le dépôt d'un dossier

comportant un formulaire de participation à retirer auprès de l'établissement scolaire, joint d'une présentation du projet ainsi que d'une courte vidéo explicative d'une durée n'excédant pas trois minutes, enregistrée sur un CD", avec le strict respect "des conditions fixées par l'arrêté ministériel régissant l'organisation de ce concours", ajoute la même source. Le lancement du Prix national de l'innovation scolaire avait été annoncé fin juillet dernier par le ministère de l'Education nationale.

EDUCATION NATIONALE

Lancement de la procédure de mutation des enseignants par voie d'échange au sein de la même wilaya

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, mardi soir dans un communiqué, le lancement de la procédure de mutation des enseignants par voie d'échange au sein de la même wilaya. Cette mesure intervient "en vue de rapprocher les enseignants de leurs lieux de résidence, dans l'intérêt aussi bien de l'élève que de l'enseignant", indique la même source, ajoutant que cette opéra-

tion s'effectue "exclusivement à travers le système d'information du secteur de l'Education nationale https://ostad.education.dz". Elle concerne "les enseignants titulaires, en poste, souhaitant une mutation par voie d'échange". Les enseignants doivent présenter leurs demandes d'échange durant la période allant du 17 au 20 septembre 2025, selon la même source. Les services des

Directions de l'éducation procéderont à la vérification et la confirmation des informations fournies par les enseignants du 18 au 21 septembre 2025, lesquels devront choisir un seul établissement parmi ceux disponibles et ce, du 23 au 24 septembre 2025 (00h00), est-il précisé dans le communiqué. Le traitement des demandes s'effectue "automatiquement" via le système d'infor-

mation, et les résultats seront annoncés le 25 septembre 2025, souligne le communiqué, ajoutant que l'installation des enseignants dont les demandes ont été acceptées, dans leurs nouveaux établissements, aura lieu le "28 septembre 2025, avec le même emploi du temps pédagogique de l'enseignant avec lequel l'échange a été effectué", est-il conclu dans le communiqué.

EL HAYAT EL ARABIA

Quotidien national d'information édité par EURL KHIAM Information et Communication

Administration et Rédaction

Rue Didouche Mourad-N° 90
Mobile : 0560.01.06.90
Fax : 020.10.17.25

Rédaction

journalelhayat2019@gmail.com
Service Pub
communicationkhiam@gmail.com
Site Web
www.elhayatalarabiya.dz

Directeur de la publication

Ali El Hadj Tahar
Impression
SIA

Zone industrielle El Alia
Bab Ezzouar - Alger

Diffusion

eldjazairdoc.com

Tirage : 2.000 exemplaires

« Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'édition et de Publicité »

Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone : 020.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNION PARLEMENTAIRE AFRICAINE

Réunion à Alger de la commission de révision des amendements

La commission de révision des amendements de l'Union parlementaire africaine (UPA) a tenu hier, mercredi, à Alger une réunion dans le cadre des démarches visant l'actualisation des statuts de l'UPA et leur adaptation aux défis actuels auxquels le continent est confronté.

Dans une déclaration faite en marge des travaux de cette réunion, tenue au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), le secrétaire général de l'UPA, Idi Gado Boubacar, a précisé que cette démarche de réforme avait

débuté en décembre 2023 pour procéder à la révision des textes, "afin de les mettre au diapason des exigences de notre époque, de renforcer le rôle de l'UPA et de soutenir sa dynamique". Il a également souligné que les amendements proposés concernent plusieurs domaines, dont ceux liés à la composition de l'Union, et à l'adhésion, ainsi que des amendements relatifs aux méthodes de travail, le principal objectif étant "de garantir la concrétisation des principes fondateurs de l'UPA et de défendre les causes pour lesquelles elle milite avec une plus grande efficacité". Par ailleurs, Idi Gado Boubacar a exprimé sa gratitude aux autorités parlementaires algériennes pour les mesures prises afin de permettre aux délégations de travailler dans de bonnes conditions, indiquant que les débats

tenus dans une ambiance cordiale, ont inclus les délégations des cinq pays qui ont soumis les propositions d'amendements. A son tour, le président de la commission, Pierre Flambeau Ngayap, a précisé que cette réunion "vise à poursuivre les débats sur les propositions d'amendements, en prévision de leur présentation à la prochaine conférence des présidents des parlements membres de l'UPA", soulignant que les parlementaires africains "œuvrent, avec la même volonté, à renforcer la dynamique de cette instance africaine". A noter que la commission présentera son rapport au comité exécutif, avant de le soumettre à la conférence des présidents des parlements membres de l'UPA, prévue novembre prochain en République démocratique du Congo.



DIPLOMATIE

Attaf reçoit l'envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental



Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu, mardi soir, l'envoyé person-

nel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, en visite officielle en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. Cette visite "s'inscrit dans le cadre de la préparation de la réunion du Conseil de sécurité sur la question du Sahara occidental prévue au mois d'octobre prochain au cours de laquelle l'envoyé personnel devrait présenter au Conseil un rapport sur ses efforts visant à mettre en œuvre le mandat qui lui a été confié", précise le communiqué.

A ce propos, le ministre d'Etat a réaffirmé "le soutien de l'Algérie aux efforts du secrétaire général, M. Antonio Guterres, et de son envoyé personnel, M. Staffan de Mistura, en vue de parvenir à une solution juste, durable et définitive à la question du Sahara occidental, garantissant au peuple sahraoui son droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination, conformé-

ment aux résolutions pertinentes des Nations unies", a ajouté la même source. M. Attaf a également évoqué "le rôle central et essentiel de l'ONU", estimant "nécessaire de placer sous son égide toutes les démarches et initiatives visant à organiser des négociations directes et sans condition préalable entre les deux parties au conflit, à savoir le royaume du Maroc et le Front Polisario". En conclusion, le ministre d'Etat a réaffirmé "l'attachement de l'Algérie à la nécessité de promouvoir la doctrine onusienne consacrée dans le domaine de la décolonisation, saluant le rôle de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), en tant que l'une des formes de l'engagement de la communauté internationale en faveur de la décolonisation au Sahara occidental, dernière colonie du continent africain", selon le communiqué.

CONSEIL DE LA NATION

Nasri reçoit l'ambassadeur de la Finlande en Algérie

Le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a reçu hier, mercredi, l'ambassadeur de la République de Finlande en Algérie, Pekka Hyyvonen, qui lui a rendu une visite de courtoisie, indique un communiqué dudit conseil. Cette rencontre a constitué "une occasion d'évoquer les relations d'amitié et de coopération unissant l'Algérie et la Finlande, ainsi que les moyens de les hisser vers des perspectives plus larges, en conformité avec la qualité du dialogue politique existant entre les deux pays", est-il précisé dans le communiqué. Dans ce contexte, M. Nasri a salué la qualité des relations bilatérales qui s'étendent sur plus de six décennies, soulignant l'importance de promouvoir les échanges et le dialogue entre les milieux d'affaires des deux pays en vue de renforcer le niveau des échanges commerciaux, et ce, à la faveur de la politique clairvoyante et prospective du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a permis à l'Algérie d'effectuer un saut qualitatif vers un développement durable, à travers la révision et l'adoption de nouvelles lois encadrant l'activité économique, telles que les lois sur l'investissement et les activités minières, offrant ainsi des

opportunités et des avantages attractifs". Les deux parties ont également abordé les développements récents aux niveaux régional et international, note le communiqué, précisant que M. Nasri a réaffirmé "les principes fondamentaux de la diplomatie algérienne, dirigée par le président de la République, basée sur le respect de la souveraineté des Etats et des peuples, la résolution pacifique des conflits et la promotion de la paix comme fondement du développement", tout en insistant sur le droit des peuples à l'autodétermination. A cette occasion, le président du Conseil de la nation a dénoncé "les crimes de guerre perpétrés par l'entité sioniste à l'encontre du peuple palestinien, notamment les agressions génocidaires, les déplacements forcés et la politique de famine", réitérant aussi "la nécessité d'accorder au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination, conformément à la résolution 1514 des Nations unies". De son côté, l'ambassadeur de Finlande en Algérie, a salué "les avancées enregistrées par l'Algérie au cours des cinq dernières années", exprimant l'intérêt de son pays à tirer profit du climat des affaires et des opportunités d'investissement offertes dans divers secteurs. Il a exprimé

mé également la volonté de son pays de donner "une nouvelle impulsion aux relations bilatérales, notamment à travers l'élargissement de leur coopération dans des différents domaines tels que l'industrie, l'énergie et l'agriculture, en y associant le transfert de technologie et le partage du savoir-faire". Il a, en outre, félicité l'Algérie pour la réussite de la 4e édition de la Foire du commerce intra-africain (IATF 2025), qu'elle a abritée dernièrement. Sur le plan international, M. Hyyvonen a affirmé que son pays "partage les mêmes vues que l'Algérie sur de nombreuses questions internationales", soulignant que "la Finlande plaide résolument pour des solutions pacifiques aux conflits dans le monde, dans le respect du droit international et de la légalité internationale". Il a également réitéré l'engagement de son pays en faveur de la solution à deux Etats et du soutien aux droits légitimes du peuple palestinien". En outre, les deux parties ont examiné l'état des relations parlementaires et les moyens de les hisser à un niveau supérieur, réaffirmant leur conviction quant à l'importance du rôle des Parlements et des parlementaires dans le renforcement des relations bilatérales dans tous les domaines.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX

L'UIPA réaffirme l'impératif de consacrer la culture de la paix et du dialogue dans la résolution des conflits

L'Union interparlementaire arabe (UIPA) a réaffirmé hier, mercredi, l'impératif de consacrer la culture de la paix et d'adopter le dialogue constructif comme moyen de surmonter les différends et les conflits, et ce, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, célébrée le 21 septembre de chaque année. Dans un communiqué signé par son président, Brahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale (APN), l'UIPA a insisté sur l'importance de diffuser les valeurs de paix, inspirées des valeurs universelles, des religions monothéistes, des textes du droit international humanitaire et des conventions internationales, appelant à l'unification des efforts parlementaires et internationaux pour renforcer la coopération et préserver la stabilité, loin de la logique des guerres et des conflits. L'UIPA a en outre appelé à adopter une position ferme contre les parties qui font fi de la légalité internationale, en premier lieu l'entité sioniste, soulignant la responsabilité de la communauté internationale dans le soutien du droit des peuples à l'autodétermination et le rejet de la violence dans toutes ses formes. La paix n'est pas une option, mais un impératif pour garantir un avenir sûr et rayonnant, à travers l'enracinement d'une volonté collective sincère faisant du dialogue l'unique voie vers l'instauration de la sécurité et la réalisation du développement durable, est-il conclu dans le communiqué.

SELON LE RAPPORT ANNUEL DE LA BANQUE D'ALGÉRIE

Hausse de 5,3 % des crédits à l'économie à fin 2024

Les crédits à l'économie accordés par le secteur bancaire ont atteint 11.256,5 milliards de dinars à la fin de 2024, enregistrant une hausse de 5,3% sur un an, selon le rapport annuel de la Banque d'Algérie.

Cette évolution traduit "une dynamique de financement stable", a souligné la Banque centrale, précisant que les banques publiques ont assuré 72,9% de l'accroissement global des crédits, contre 27,1% pour les banques privées. Par statut juridique, l'encours de crédits accordés au secteur public a atteint 4.567,6 milliards de dinars à fin 2024, contre 4.458,6 milliards de dinars un an auparavant, soit une progression de 2,4 %, selon le rapport publié sur le site web de la Banque d'Algérie. Le secteur privé a, pour sa part, bénéficié de 6.688,9 milliards de dinars de financements, contre 6.236,3 milliards de dinars à fin 2023, enregistrant une hausse de 7,3%. La répartition sectorielle des crédits montre que les industries manufacturières demeurent les principaux bénéficiaires, notamment à travers les crédits d'exploitation et d'investissement, alors que le secteur de la construction arrive en seconde position, bénéficiant principalement de crédits à long terme. Par ailleurs, le rapport fait état d'un élargissement du réseau bancaire national, qui comptait à fin décembre dernier 1.673 agences (1.272 pour les sept banques publiques et 401 pour les banques privées). Sur l'ensemble de ce réseau, 102 agences sont exclusivement dédiées à la finance islamique à fin 2024, contre 89 agences un an plus tôt. Ainsi, le ratio population active/guichets bancaires s'est légèrement amélioré en 2024, soit un guichet pour 7.946 personnes en âge de travailler, contre 7.975 en 2023, selon la même source. Le nombre de comptes bancaires actifs en



dinars a progressé de 5,62 %, atteignant 13.709.533 comptes en 2024, tandis que les comptes en devises ont totalisé 5.194.595 unités, soit une hausse de 10,42 %. A fin 2024, l'encours des ressources collectées par les banques s'est établi à 16.246,4 milliards de dinars, en progression de 8,9 %, un rythme supérieur à celui observé une année auparavant (+2,7%).

Un bilan confortable pour le secteur bancaire

S'agissant de la finance islamique, l'en-

cours des dépôts a atteint 793,5 milliards de dinars, en hausse de 17 % sur un an. Comparativement à 2023, l'encours global de financement relevant de la finance islamique a poursuivi sa tendance haussière, atteignant 532,2 milliards de dinars, soit une augmentation de 16%. Par type de produit, les financements à travers la formule Salam continuent d'occuper la première position, avec une part de 32,73 %, suivis par la Mourabaha (32,63 %) et l'Ijara (22,86 %). Concernant l'évolution de la situation monétaire, la Banque d'Algérie relève une croissance de 9,03% de la masse

monétaire (agrégat M2), passant de 24.330,81 milliards de dinars fin 2023 à 26.528,94 milliards de dinars fin 2024. S'agissant du taux de change, la Banque centrale indique que, pour la deuxième année consécutive, le dinar algérien s'est apprécié face au dollar américain, à l'euro, au yen japonais et au yuan chinois, respectivement et en moyenne annuelle, de 1,32 %, 1,24 %, 8,56 % et 2,93 % en 2024. Globalement, la Banque d'Algérie estime que le bilan du secteur bancaire algérien est "confortable", soulignant que les banques disposent de fonds propres supérieurs aux niveaux minimums requis, ce qui se traduit par des ratios de solvabilité largement au-dessus des minima réglementaires. L'année 2024 a également enregistré une stabilisation du niveau de solvabilité, avec une hausse de 12 % du résultat net, portée par la dynamique économique observée durant la période sous revue. En outre, les banques en Algérie affichent une position de liquidité jugée "robuste", attestée par le niveau très confortable des ratios réglementaires. "Au total, le secteur bancaire algérien demeure suffisamment capitalisé, liquide et rentable. Ces indicateurs militent pour une plus grande intermédiation bancaire à l'avenir, à travers davantage de financements en faveur de l'économie et une offre de services mieux adaptée aux besoins des agents économiques, favorisant ainsi l'inclusion financière", a conclu la Banque d'Algérie.

EXPOSITION UNIVERSELLE D'OSAKA

L'Algérie organise une conférence scientifique sur la stratégie nationale pour le développement des énergies renouvelables et l'hydrogène

L'Algérie a organisé, hier, mercredi, à Osaka (Japon) une conférence scientifique sur la stratégie nationale pour le développement des énergies renouvelables et l'hydrogène dans le cadre de l'exposition universelle "Expo 2025". Intitulée "Feuille de route du progrès et ambition mondiale", la conférence a été animée par des

experts des ministères des Hydrocarbures et des Mines et de l'Energie et des Energies renouvelables dans le cadre de la semaine "Futur de la Terre et biodiversité", prévue du 17 au 28 septembre. Suivie de portes ouvertes au niveau du pavillon Algérie visant à faire connaître le secteur, la conférence était une

occasion pour présenter les principaux axes de la Stratégie nationale pour le développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène et mettre en exergue les principales réalisations relatives au développement de ces énergies, notamment dans le cadre du programme national des énergies renouvelables visant à pro-

duire 15.000 mégawatts de ces énergies à l'horizon 2035, a déclaré à la presse le directeur de la prospective au ministère des Hydrocarbures et des Mines, Miloud Medjelied. L'accent a été mis, dans ce contexte, sur le développement du capital humain, la coopération internationale, l'investissement et le finan-

cement, avec la mise en avant des fondements de l'Algérie dans ce domaine en termes d'énergies solaires ou éoliennes, a-t-il ajouté, soulignant la grande importance que l'Algérie accorde à ce domaine, en témoigne l'affectation d'un département ministériel pour le développement des énergies en général.

INVESTISSEMENT

L'AAPI examine avec l'organisme Invest in Denmark le renforcement de la coopération

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a reçu, mardi à Alger, Mme Vanessa Vega Saenz, directrice de l'organisme Invest in Denmark, relevant du ministère danois des Affaires étrangères, avec laquelle il a examiné les opportunités d'affaires et les mécanismes d'accompagnement de l'investissement dans les deux pays, indique un communiqué de l'agence. Tenue au siège de l'agence, cette rencontre, qui intervient dans le cadre d'un atelier conjoint portant sur les mécanismes d'attraction des investissements directs étrangers, s'est déroulée en présence d'une délégation de l'organisme Invest in Denmark de l'ambassadrice du Royaume du Danemark en Algérie, Katrine From Hoyer, d'un représentant du ministère des Affaires étrangères, et de

cadres de l'agence. A cette occasion, les politiques des deux pays en matière d'attraction des investissements directs étrangers ont été exposées, ainsi que les missions, les mécanismes d'action et les services offerts par les organismes chargés de la promotion de l'investissement, outre les avantages et opportunités d'investissement disponibles, selon la même source. Les entretiens ont également porté sur la vision stratégique pour attirer les investissements étrangers, les priorités économiques établies, ainsi que l'importance d'un accompagnement efficace des investisseurs, à travers la simplification des procédures administratives, le développement des services numériques et la création d'un climat des affaires favorable. Dans ce cadre, les deux parties ont souligné l'importance des investissements

directs étrangers pour stimuler la croissance économique et créer des emplois, mettant en exergue le rôle central de la diplomatie économique dans cette dynamique, précise le même document. Au terme de la rencontre, les deux parties sont convenues de mettre en place un outil de travail conjoint entre l'AAPI et l'organisme Invest in Denmark pour le renforcement de la coopération bilatérale et le partage mutuel de leurs expériences respectives. La visite de Mme Vanessa Vega Saenz revêt une importance particulière, car elle avait occupé, entre 2019 et 2023, le poste d'ambassadrice du Danemark en Algérie, ce qui lui a permis d'avoir une connaissance approfondie du climat des affaires et de l'investissement en Algérie, souligne l'agence dans son communiqué.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

4.112 postes budgétaires alloués au recrutement de professeurs pour l'exercice 2025

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé hier, mercredi, dans un communiqué avoir bénéficié de 4.112 postes budgétaires alloués au recrutement de professeurs pour l'exercice 2025. Ces nouveaux postes concernent "2.941 enseignants-chercheurs, 719 professeurs hospitalo-universitaires, 156 chercheurs permanents et 185 professeurs contractuels", a précisé la même source.

ORAN

Récupération de plus de 580 terrains non exploités destinés à l'investissement industriel

Un total de 588 terrains non exploités attribués dans le cadre de l'investissement industriel ont été récupérés dans la wilaya d'Oran au niveau de différentes zones d'activités, a-t-on fait savoir mardi auprès des services de la wilaya.

ors de la réunion de la commission d'assainissement du foncier industriel, tenue lundi soir sous la supervision du wali d'Oran, Samir Chibani, en présence des différents services et secteurs concernés, le directeur local de l'Industrie, Abdellouahab Lamamra, a indiqué que ces terrains représentent une superficie globale de plus de 508 hectares, ajoutant que 287 autres terrains, couvrant plus de 145 hectares, sont en cours de récupération. La même source a précisé que 4.184 dossiers d'investissement industriel ont été dépo-



sés dans la wilaya, dont 1.191 ont été validés dans divers secteurs (industrie, tourisme, agriculture). Parmi ces projets, 164 ont été achevés, 234 sont en cours de réalisation et 793 n'ont pas encore été lancés, signale-ton. Par ailleurs, la commission d'assainissement du foncier industriel a rejeté 33 dossiers d'investissement, tandis que 2.908 autres restent en attente d'examen. Les investisseurs ont été informés de la nécessité de s'inscrire sur la plateforme numérique

dédiée aux investisseurs. De son côté, la directrice locale de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Mme Hirche, a présenté un exposé sur l'activité du guichet unique décentralisé. Ce guichet est chargé de l'accueil des investisseurs, de l'enregistrement et du suivi des projets, de l'accompagnement auprès des administrations et organismes concernés, ainsi que de la mise à disposition du foncier économique pour son intégration dans la plateforme

TIZI-OUZOU

Ouverture d'une annexe de l'ENS dès la prochaine rentrée universitaire

Une annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS) ouvrira ses portes au sein de l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO) lors de la prochaine rentrée universitaire 2025/26, a annoncé mardi son recteur, le professeur Ahmed Bouda. L'ouverture de cette annexe, qui sera abritée par la faculté des sciences sociales de Tamda, à l'est de la wilaya, est prévue la semaine prochaine, à l'occasion de la rentrée universitaire 2025-2026. "Elle sera abritée, dans un premier temps, au niveau de la faculté des sciences sociales et sera dotée, plus tard, de ses propres locaux", a expliqué le Pr Bouda. L'objectif de la création de cette annexe, a ajouté l'universitaire, est "de former des enseignants pour les différents cycles, afin de pourvoir les établissements scolaires de la wilaya. L'UMMTO accueillera plus de 9 000 nouveaux étudiants cette année. "Le nombre exact n'est pas encore établi, car l'opération de transfert est toujours en cours", a souligné le responsable.

ALGER Organisation d'une foire régionale des fournitures scolaires au Palais des expositions

Le Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger abrite une foire régionale des fournitures scolaires, à l'occasion de la rentrée scolaire 2025/26, offrant un choix varié de produits à des prix concurrentiels et raisonnables, a indiqué, mardi, un communiqué des services de la wilaya d'Alger. La foire qui se déroule du 14 au 27

septembre, propose aux citoyens et aux parents une gamme variée de fournitures et de manuels scolaires pour leurs enfants à des prix "concurrentiels et raisonnables". Cet espace est doté "d'un distributeur automatique de billets permettant d'effectuer différentes transactions monétaires", alors que les offres via les stands dédiés aux dif-

férentes fournitures scolaires sont diverses, en sus des offres promotionnelles. Par ailleurs, l'Office national des publications scolaires expose, à cette foire, les manuels scolaires des trois cycles d'enseignement, en affichant le prix global des livres de chaque année scolaire, ainsi que le prix de détail de chaque manuel.

BLIDA

Ouverture de 40 classes intégrées dans le primaire pour les enfants à besoins spécifiques

Le nombre des classes intégrées destinées aux élèves atteints de légères déficiences intellectuelles dans les écoles primaires de la wilaya de Blida est passé à 4 cette année, a-t-on fait savoir, mardi, auprès de la Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS). Deux nouvelles classes intégrées ont récemment été ouvertes dans le cadre des efforts de prise en charge de cette catégorie spécifique, portant leur nombre à 40 dans la wilaya, contre

38 l'an dernier, a indiqué le directeur du secteur, Mohamed Bahalil. Ces structures sont encadrées par des enseignants spécialisés et visent à assurer la scolarisation de tous les enfants, quelles que soient leurs capacités, a-t-il précisé, appelant les parents concernés à déposer une demande d'inscription auprès des services de la DASS. En prévision de la rentrée scolaire, la wilaya poursuit l'équipement des établissements spécialisés, notamment en

matériel pédagogique adapté, dispositifs sonores pour l'école des sourds-muets de Ben Achour et manuels en braille pour l'école des jeunes aveugles d'Ouled Yaïch. Sur le plan de la solidarité, plus de 32.000 cartables scolaires seront distribués dans les prochains jours aux enfants issus de familles démunies, tandis que la prime de solidarité scolaire a déjà été versée à près de 59.000 bénéficiaires, selon la même source.

GUELMA

Réception de 50 classes d'extension dans les paliers primaire et moyen

Cinquante classes d'extension ont été réceptionnées à travers des établissements scolaires des cycles primaire et moyen de l'enseignement de plusieurs communes de la wilaya de Guelma en vue de les mettre en service à l'occasion de la rentrée scolaire 2025/26, a fait savoir mardi la cheffe de l'exécutif local, Houria Aggoune. L'ouverture de ce nombre de classes d'extension réalisées dans des écoles primaires et collèges d'enseignement moyen (CEM) de la wilaya permettra d'optimiser la capacité d'accueil et d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves, a précisé la même responsable à l'APS en marge d'une réunion technique consacrée aux préparatifs de la nouvelle rentrée scolaire. Il s'agit de la réception de 42 classes d'extension à travers plusieurs écoles primaires et 8 classes d'extension dans le cycle moyen, a fait savoir la même responsable. Il est également prévu la réception "prochaine" d'autres classes d'extension (18 classes en cycle primaire et 4 autres dans le palier moyen) en cours de réalisation, a souligné la même responsable. Elle a également rappelé que l'opération de réalisation des classes d'extension avait été menée parallèlement avec la réalisation de nouveaux établissements scolaires, faisant état de la mise en service au titre de la nouvelle rentrée scolaire de 8 nouvelles infrastructures à savoir un lycée, 2 CEM et 5 écoles primaires.

MASCARA

Lancement d'une vaste campagne de prévention contre les risques d'inondations

Une campagne de prévention contre les inondations a été lancée mardi à Mascara à l'initiative de l'Unité de wilaya de l'Office national d'assainissement (ONA). Supervisée par le wali Fouad Aïssi, cette campagne, concerne dans sa première phase la ville de Mascara, où le départ a été donné à la 8e zone résidentielle. Cette initiative, qui se poursuivra jusqu'à la fin de l'année en cours, consiste en le nettoyage et l'assainissement des avaloirs et des canalisations de drainage des eaux pluviales et de nombreux points noirs identifiés précédemment par l'unité mentionnée. Il est également prévu de nettoyer les rives des oueds et d'assainir les grandes stations d'épuration, selon la directrice de cette unité, Malika Makai, qui a ajouté que ces opérations cibleront l'ensemble des 47 communes de la wilaya. Des sorties sur le terrain seront également effectuées quotidiennement par les agents de la même unité afin d'assurer une surveillance permanente de l'état du réseau d'assainissement, des avaloirs et des canalisations de drainage des eaux pluviales à travers toutes les agglomérations de la wilaya, a-t-on souligné. De son côté, le responsable de l'exécutif de la wilaya a déclaré, en marge du lancement de la campagne, que cette initiative est un "travail préventif en prévision des pluies saisonnières, poursuivant qu'elle touchera particulièrement les points noirs susceptibles de provoquer des inondations et des crues dans toutes les communes de la wilaya". Pour garantir le succès de l'opération, l'unité de la wilaya de l'ONA a mobilisé d'importants moyens matériels et humains, avec 186 agents d'intervention et plus de 31 engins de différentes tailles, dont 18 camions de grande taille, selon Mme Makai. Parallèlement, l'unité concernée a lancé une campagne de sensibilisation intensive par le biais de la radio régionale de Mascara, ainsi que l'organisation de rencontres d'information, afin d'inciter les citoyens à préserver la propreté des avaloirs et des canalisations de drainage des eaux pluviales.

MARQUANT LA FIN D'UN FEUILLETON QUI DURE DEPUIS PRÈS D'UN AN

Un accord avec la Chine permet à TikTok de poursuivre ses activités aux États-Unis

Le président Donald Trump a annoncé mardi la conclusion d'un accord entre les États-Unis et la Chine permettant à TikTok de continuer d'opérer sur le sol américain. Trois sources proches du dossier indiquent que cet accord s'apparente à celui discuté plus tôt cette année.

L'accord prévoit le transfert des actifs américains de TikTok à des propriétaires états-uniens, marquant ainsi la fin d'un feuilleton qui dure depuis près d'un an. Ce compromis autour de la populaire application, qui compte 170 millions d'utilisateurs américains, constituerait une avancée majeure dans des négociations au long cours entre les deux principales puissances économiques mondiales, désireuses d'apaiser une guerre commerciale aux répercussions mondiales. «Nous avons un accord sur TikTok. Nous avons un groupe de très grandes entreprises qui souhaitent l'acheter», a déclaré Trump lors d'un point presse à la Maison Blanche, sans fournir plus de détails. Cette annonce intervient la veille de la date butoir du 17 septembre, fixée pour vendre ou fermer l'application de vidéos courtes. Plus tard dans la journée, la Maison Blanche a prolongé ce délai jusqu'au 16 décembre, refusant de fournir davantage de précisions sur l'accord avec la Chine. Ce sursis offre à ByteDance 90 jours supplémentaires pour finaliser le transfert des actifs américains de TikTok à des intérêts états-uniens, preuve que l'opération reste complexe à boucler. Selon le Wall Street Journal, la future entité américaine de TikTok sera dotée d'un conseil d'administration à majorité américaine, avec un membre nommé par le gouvernement des États-Unis. Ce montage s'inspire d'un accord récent de sécurité nationale signé sous l'administration Trump, ayant permis à Nippon Steel de racheter U.S. Steel, tout en octroyant au gouvernement américain un siège au conseil et une «Golden Share». Toute entente pourrait nécessiter l'aval du Congrès, à majorité républicaine, qui avait voté en 2024 sous l'administration Biden une loi imposant la cession de TikTok, par crainte que les données américaines ne soient accessibles au gouvernement chinois, permettant à Pékin d'espionner ou d'influencer les citoyens via l'application. Les grandes lignes du nouvel accord, proches de celles d'avril, prévoient que ByteDance conserve la plus grosse part de capital, soit 19,9 % -- juste en



dessous du seuil de 20 %, selon deux sources. Le consortium détenant 80 % rassemblerait des actionnaires actuels de ByteDance comme Susquehanna International Group (SIG), General Atlantic, et KKR, ainsi que de nouveaux investisseurs tels qu'Andreessen Horowitz. Oracle devrait aussi prendre une participation, et le Wall Street Journal indique que Silver Lake serait également présent. Si les grandes lignes semblent fixées, les sources précisent que la version finale de l'accord pourrait encore évoluer, des changements de dernière minute étant possibles. Le secrétaire au Trésor Scott Bessent a déclaré mardi sur CNBC que les termes commerciaux de l'accord étaient, dans l'essentiel, arrêtés depuis mars, ne restant que quelques détails à régler. «Cet accord n'aurait pas pu voir le jour sans garanties appropriées pour la sécurité nationale des États-Unis, a-t-il souligné. Il semble que nous ayons également répondu aux intérêts chinois.» Citant CNBC, l'accord devrait être finalisé dans les 30 à 45 jours, et inclurait les investisseurs actuels de ByteDance ainsi que de nouveaux entrants. Ces détails corroborent les informations de Reuters d'avril, selon lesquelles les activités américaines de TikTok seraient dissociées dans une nouvelle société basée aux États-Unis, majoritairement détenue et exploitée par des investisseurs américains. L'administration Trump a jusqu'ici renoncé à appliquer la loi, par crainte de s'allier la vaste commu-

nauté d'utilisateurs de TikTok et de perturber les communications politiques, préférant prolonger à trois reprises le délai de cession. Trump, qui attribue à TikTok une part de sa réélection l'an dernier et compte 15 millions d'abonnés sur son compte personnel, devait accorder une quatrième prolongation. La Maison Blanche a d'ailleurs lancé le mois dernier un compte TikTok officiel. Un accord sur TikTok, en négociation au printemps, avait été suspendu après que la Chine a fait savoir qu'elle n'approuverait pas le projet, suite à l'annonce de nouveaux droits de douane américains sur les produits chinois. Washington estime que la dépendance de TikTok à ByteDance la rend vulnérable à l'influence du gouvernement chinois. Mais l'entreprise assure que les autorités américaines exagèrent ses liens avec la Chine, affirmant que son algorithme de recommandation et les données utilisateurs américains sont stockés sur des serveurs cloud opérés par Oracle aux États-Unis, et que la modération des contenus touchant les utilisateurs américains est également gérée sur le sol américain. CNBC a rapporté mardi qu'Oracle conservera son contrat cloud avec TikTok. Reuters avait déjà indiqué plus tôt cette année que la Maison Blanche travaillait à un plan visant à confier à Oracle, avec d'autres investisseurs, le contrôle des opérations de l'application. Dans ce cadre, Oracle serait en charge des questions de sécurité nationale, selon Reuters. L'action Oracle a gagné 1,5 %. Un

accord-cadre a été trouvé lundi par des responsables des deux pays. Une confirmation définitive est attendue vendredi lors d'un entretien entre Donald Trump et Xi Jinping. En mars, Trump avait indiqué que son administration était en discussion avec quatre groupes différents concernant la vente de TikTok. Selon la presse, Microsoft, Amazon, le milliardaire Frank McCourt et un consortium mené par le fondateur d'OnlyFans figuraient parmi les préteendants.

Bourses Paris termine en baisse avant la Fed

La Bourse de Paris a terminé en baisse de 1% mardi, cédant face aux anticipations de baisse des taux de la Banque centrale américaine (Fed) et affectée par la montée de l'euro face au dollar. L'indice vedette de la place parisienne, le CAC 40, a perdu 1,00%, soit 78,71 points, pour s'établir à 7.818,22 points. Lundi, il avait gagné 71,69 points (+0,92%), à 7.896,93 points. Le marché anticipait une baisse de 0,25 point de pourcentage des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine (Fed) mercredi, qui sont dans une fourchette comprise entre 4,25% et 4,50% depuis décembre 2024. La banque centrale des États-Unis a d'ailleurs entamé mardi sa réunion sur les taux directeurs dans une configuration particulière. Les anticipations de baisse de taux et les pressions politiques que subit la Fed ont propulsé l'euro à un plus haut niveau depuis quatre ans. "Le niveau de l'euro (face au dollar) commence à devenir problématique pour les entreprises européennes qui exportent et cela se cumule avec les droits de douane" américains imposés à l'Europe, explique à l'AFP Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés chez IG France. De quoi peser fortement sur les places boursières européennes, qui payent "les effets d'un euro trop fort sur la compétitivité des entreprises exportatrices européennes", poursuit-il. Les valeurs bancaires souffrent des anticipations de baisse des taux directeurs des banques centrales, car elles ont ainsi une moindre "capacité à former leurs marges pour les crédits notamment", explique Alexandre Baradez. "Compte tenu de la situation financière tendue de la France, certains acteurs du marché se séparent des entreprises du secteur financier", affirme quant à lui Andreas Lipkow, analyste indépendant. L'action Société Générale a perdu 3,57% à 56,76 euros, Crédit Agricole a terminé en baisse de 1,76% à 16,45 euros et BNP Paribas a glissé de 1,44% à 76,17 euros.

ENTRE ATTAQUES UKRAINIENNES ET SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE

Le pétrole progresse

Les prix du pétrole ont progressé mardi alors que les opérateurs craignent une intensification des attaques ukrainiennes sur les infrastructures pétrolières russes susceptibles de freiner l'offre. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, a gagné 1,53% à 68,47 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, a connu une hausse de 1,93% à 64,52 dollars. "Les attaques ukrainiennes contre les infrastructures russes commencent à s'accumuler", com-

mente auprès de l'AFP John Kilduff, d'Again Capital. "Cela pourrait potentiellement réduire la production de pétrole russe (...) et nous pourrions finalement perdre une partie de cet approvisionnement sur le marché mondial", ajoute l'analyste. La Russie avait indiqué vendredi avoir abattu dans la nuit 221 drones ukrainiens, soit l'une des attaques les plus massives de l'armée de Kiev en trois ans et demi d'offensive russe. Selon plusieurs sources, le port de Primorsk, le plus grand site d'exportation de pétrole de Russie, aurait été cible.

"En conséquence, le chargement des pétroliers dans le port a dû être suspendu", explique Carsten Fritsch, de Commerzbank. "La prime de risque géopolitique, qui émane généralement du Moyen-Orient, est aujourd'hui fortement amplifiée par la situation en Russie", résume M. Kilduff. En parallèle, les opérateurs continuent d'évaluer les probabilités d'un renforcement des sanctions visant la Russie, après de nouveaux propos du président américain Donald Trump. En parallèle, une baisse du taux directeur de la

banque centrale américaine (Fed) d'un quart de point hier, mercredi, était largement anticipée par le marché. Cela pourrait bénéficier aux matières premières dont la demande augmente généralement quand l'économie se relance. La faiblesse du dollar -plombé par les perspectives d'un assouplissement économique- est aussi de nature à soutenir les prix du pétrole. L'or noir étant libellé dans la monnaie américaine, il devient donc techniquement moins cher pour les autres pays lorsque le billet vert baisse.

SOMMET DU QATAR SUITE À L'ATTAQUE SIONISTE

Pas de rupture des relations diplomatiques avec l'Etat hébreu ni...

Réunis lundi en sommet à Doha, les dirigeants arabes et musulmans ont appelé à revoir les liens avec l'entité sioniste après l'attaque de l'Etat hébreu qui a ciblé des responsables du Hamas palestinien au Qatar la semaine dernière, attaque qui a fait six morts dont cinq qataris.

Par Ali El Hadj Tahar

Un appel, un vœu peu sans suites sérieuses pendant que l'entité génocidaire s'acharne dans la bande de Gaza et en Cisjordanie que ce sommet conjoint exceptionnel de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI). Selon le texte final, les dirigeants arabes et musulmans exhortent "tous les Etats (...) à revoir les relations diplomatiques et économiques avec [l'Etat hébreu] et à engager des poursuites à son encontre". Le texte exhorte, mais les peuples savent que le sommet n'aura servi qu'à calmer leur colère, qui gronde toujours à cause d'injustices sionistes qui durent depuis 1948 et soutenues

par les Etats-Unis et tous les gouvernements occidentaux. Aux yeux de ces peuples arabes et musulmans, la frappe sioniste, autorisée par Donald Trump, qui a visé des responsables du Hamas à Doha, ne constitue pas une simple opération militaire illégale selon le droit international, mais une gifle infligée à l'ensemble du monde arabo-musulman en plus d'être une humiliation directe pour un Etat qui joue le rôle de médiateur s'agissant du conflit en Palestine. Après s'être érigé en leader de ce monde arabe depuis plus d'une décennie lorsque les Etats-Unis l'ont chargé de mener l'opération dite du "Printemps arabe", Doha est devenue la banque du terrorisme wahhabite, place qui lui a été cédée par l'Arabie saoudite après la mort de

Ben Laden pour déstabiliser les Etats arabes et musulmans et configurer la région selon le plan américain dit du Nouveau Moyen-Orient. Alors Doha est aussi devenu le siège du Hamas qui a quitté la Syrie déstabilisée par ce même émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al Thani, qui, aujourd'hui, est victime à la fois des Etats-Unis et de l'entité sioniste. Doha, une capitale réputée neutre s'agissant du conflit palestinien, a donc été bombardée et la souveraineté du pays piétinée. Sous le choc, les autorités du pays ont convoqué un sommet arabo-islamique extraordinaire qui, malheureusement, n'a pris aucune résolution ferme en réponse à l'attaque, se contentant de simples avertissements, vœux et déclarations de principes. Alors

que les peuples arabes et musulmans ont cru venir l'heure du saut de la dignité avec des ruptures de relations diplomatiques, des sanctions économiques et des pressions politiques, autant de moyens dont ils disposent pour acculer cet Etat génocidaire qui a occupé presque toute la Palestine et qui vise maintenant à occuper toute la bande de Gaza et la Cisjordanie en plus de commettre un génocide sous les yeux sidérés du monde. Ce sommet, attendu comme la survue du recouvrement de la dignité, n'a en fait été que la montagne accouchant d'une souris, qu'un énième rituel de verbiage identique à maints autres sommets arabes et musulmans, sauf quand il s'agit de sanctionner la Syrie. Marqué par des condam-

nations destinées à être sans suite, il visait plus à apaiser la colère des peuples que les consciences de ces dirigeants, alors que la souveraineté de leur pays est piétinée. Il n'y a que le Premier ministre malaisien qui a osé dire : "Nous devons avoir le courage d'adopter une position concrète contre les attaques en cours. La condamnation ne mettra pas fin aux tirs de roquettes ni ne libérera la Palestine. Des sanctions doivent être imposées à Israël. Chacun doit rompre ses relations commerciales et diplomatiques avec Israël". S'il voulait réellement laver l'affront, le Qatar n'avait qu'à fermer les bases américaines et retirer les milliards de dollars investis aux Etats-Unis.

A.E.T.

GÉNOCIDE EN PALESTINE

L'armée sioniste lance une offensive terrestre majeure à Gaza-Ville

L'armée sioniste a lancé mardi dernier à Gaza-Ville une offensive terrestre majeure visant à éliminer le Hamas, s'attirant de nombreuses condamnations à l'international dont celle de l'ONU qui a dénoncé un "carnage".

A Genève, une commission d'enquête mandatée par les Nations unies a accusé pour la première fois l'Etat hébreu de commettre un "génocide" dans la bande de Gaza, mettant en cause le Premier ministre Benjamin Netanyahu et d'autres responsables sionistes mais aussi, selon le droit international, d'innombrables complices étrangers que ce soit des gouvernements, des institutions et des entreprises que des individus. L'Etat hébreu a rejeté un "rapport mensonger". L'entité sioniste semble "déterminé à aller jusqu'au bout", a jugé le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, déplorant une situation "moralement, politiquement et légalement intolérable" à Gaza. Le Haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, Volker Türk, a exigé la fin du "carnage", pointant lui aussi des "preuves grandissantes" d'un "génocide". L'offensive génocidaire récente, également condamnée par l'Union européenne, Londres et Berlin, a commencé dans la nuit et été annoncée juste après le départ du secrétaire d'Etat américain Marco Rubio, qui a promis le "soutien indéfectible" de son pays pour éliminer le Hamas, le mouvement islamiste dont l'attaque le 7 octobre 2023 a provoqué la guerre. "Notre objectif est d'intensifier les frappes contre le Hamas jusqu'à sa défaite définitive", a affirmé le chef d'état-major de l'armée sioniste, le lieutenant-général Eyal Zamir.

Un responsable militaire de l'Etat hébreu avait indiqué plus tôt que les troupes sionistes avançaient "vers le centre" de Gaza-Ville, la plus grande agglomération du territoire que l'entité sioniste considère comme le principal bastion du Hamas, désignation qui change à chaque fois qu'une zone est visée par la destruction. Des témoins ont fait état de bombardements intenses sur la ville du nord du territoire, déjà en grande partie détruite par l'offensive sioniste lancée il y a près de deux ans dans la bande de Gaza. "On peut entendre leurs cris", a déclaré un habitant, Ahmed Ghazal, en allusion "aux nombreuses personnes bloquées sous les décombres à Gaza-Ville". "Nous avons retiré des enfants déchiquetés", a dit un autre témoin, Abou Abd Zaqout, alors que des habitants fouillaient sous des blocs de béton avec leurs mains puisque tous les engins ont délibérément été détruits par l'entité génocidaire. De nombreuses personnes dont des enfants dorment devant un hôpital encore épargné de Gaza-Ville après avoir fui leurs maisons. "Les gens manquent d'argent" pour aller ailleurs, a témoigné l'un d'eux, Youssef Shanaa. Selon un responsable militaire sioniste, "2.000 à 3.000" combattants du Hamas opèrent dans la ville. Il a estimé que quelque 40% de la population de Gaza-Ville et ses environs, évaluée à un million de personnes par l'ONU, ont fui. La Défense civile, sous l'autorité du Hamas, a fait état de 37 morts mardi à travers le territoire palestinien. Le Hamas a qualifié cette offensive de "nettoyage ethnique systématique visant notre peuple dans la bande de Gaza". Le pré-

sident américain Donald Trump a prévenu que le mouvement islamiste aurait de "gros problèmes" s'il utilisait des boucliers humains face à l'avancée des troupes sioniste. "Nous avons une petite fenêtre pour qu'un accord (de cessez-le-feu) puisse être conclu" avec le Hamas, a dit M. Rubio avant son départ des territoires de l'entité sioniste mardi, en évoquant "probablement quelques jours, peut-être quelques semaines", a-t-il ajouté. Ce déplacement dans la région est intervenu après une attaque sioniste inédite le 9 septembre à Doha contre des chefs du Hamas. Le Qatar "héberge le Hamas, il finance le Hamas, dispose de leviers puissants" qu'il pourrait actionner "mais a choisi de ne pas le faire". Notre action était donc entièrement justifiée", a déclaré Benjamin Netanyahu mardi soir. Evidemment, cette attaque n'aurait jamais pu avoir lieu sans l'aval américain et encore moins sans son soutien logistique puisque les radars de la base américaine d'El Hodeid au Qatar ont été désactivés. Le Premier ministre a également annoncé qu'il se rendrait à la Maison Blanche à l'invitation de Donald Trump lors de son prochain voyage aux Etats-Unis pour l'Assemblée générale de l'ONU. Le Forum des familles des prisonniers sionistes détenus par le Hamas a dit mardi que celles-ci étaient "terrifiées" pour leurs proches après l'intensification des frappes à Gaza. Netanyahu "fait tout pour qu'il n'y ait pas d'accord et pour ne pas les ramener", a-t-il déclaré. L'offensive génocidaire sioniste a fait au moins 500.000 morts, mais seulement 64.964 ont été recensés par le

ministère de la Santé du gouvernement du Hamas. L'ONU y a déclaré la famine et de nombreuses organisations humanitaires ont accusé l'entité sioniste d'utiliser la famine comme arme de guerre. L'Unicef a prévenu mardi que plus de 10.000 enfants avaient besoin d'un traitement contre la malnutrition aiguë dans la ville de Gaza.

L'ONU qualifie l'opération sioniste de génocide

L'armée sioniste a lancé une offensive terrestre à grande échelle sur Gaza-Ville et, au vu des nombreuses victimes et des destructions de bâtiments, la commission de l'ONU a qualifié de génocide les crimes sionistes perpétrés par l'Etat hébreu depuis 2023 dans la bande de Gaza. Il y a deux jours a commencé une nouvelle phase intensive de l'opération de l'armée sioniste dans la bande de Gaza après que son aviation ait mené des frappes massives sur la ville, suivie de l'entrée de colonnes de blindés et de troupes. La commission de l'ONU a déclaré que les opérations criminelles de l'entité sioniste contre la population sont les plus impitoyables depuis 1948. "Les dirigeants militaires et politiques d'Israël, y compris Netanyahu, ont incité à commettre ce génocide", selon l'ONU. En réponse, le ministère des Affaires étrangères de l'Etat hébreu a écrit qu'il "rejette catégoriquement ce rapport déformé et mensonger et appelle à la dissolution immédiate de la commission de l'ONU".

"Des enfants déchiquetés" dans la ville de Gaza

"Nous avons sorti des enfants déchiquetés", a lancé Abou Abed Zaqout devant les décombres d'un immeuble frappé dans la nuit à Gaza-Ville, où l'armée sioniste a lancé mardi une offensive majeure. Au matin, il tente avec d'autres hommes de retrouver d'éventuels survivants ou les dépouilles des personnes qui se trouvaient dans ce bâtiment avant qu'il soit visé par une frappe aérienne sioniste, selon son récit. La Défense civile de la bande de Gaza, une organisation de premiers secours opérant sous l'autorité du Hamas, a avoir découvert 12 corps après huit heures de recherches. La famille Zaqout a rapporté la mort de 23 de ses membres dans cette frappe, dans un avis de décès. Interrogée sur ce bombardement dans le quartier d'Al-Tuffah, dans le nord-est de la ville, l'armée génocidaire a dit qu'elle se renseignait. "Il y avait environ 50 personnes à l'intérieur, dont des femmes et des enfants, je ne sais pas pourquoi ils ont été bombardés", témoigne Abou Abed Zaqout avec émotion. Alors que des hommes peinent à extraire un corps d'un tas de morceaux de béton, le bourdonnement des drones militaires sionistes ne cesse pas. "Notre mort est proche, comme celle des autres habitants", commente une voisine, Mayssa Abou Jamaa, 38 ans, qui raconte que ses enfants ont été réveillés en pleine nuit, "terrifiés" par le bom-

bardement. La Défense civile a rapporté un bilan d'au moins 37 morts dans l'ensemble de la bande de Gaza depuis minuit.

"Des cris sous les décombres"

L'armée génocidaire a annoncé mardi avoir lancé une offensive terrestre à Gaza-Ville, qu'elle considère comme le "principal bastion du Hamas", le mouvement islamiste palestinien dont l'attaque du 7 octobre 2023 a déclenché la guerre. "Nous savons qu'il y a des milliers de terroristes du Hamas", a affirmé un responsable militaire sioniste devant des journalistes, disant que les troupes entraient dans le centre de la ville. D'après des témoignages d'habitants, les véhicules de l'armée génocidaire se trouvent principalement dans le nord de la ville, ainsi que dans le sud, dans le quartier de Tel Al-Hawa. "Nous avons très peur, confie Ibrahim Al-Bacheti, qui vit dans le sud de la ville. Beaucoup de personnes autour de nous sont parties et nous ne savons pas ce qui nous attend." Après avoir entendu des explosions dans la nuit, il raconte être sorti dans son quartier, Sabra, pour découvrir un paysage de destructions. "Nous avons entendu des cris sous les décombres" d'un bâtiment détruit, dit l'homme de 35 ans. L'armée sioniste a largué des tracts sur son quartier dans la

matinée, sommant les habitants de quitter les lieux, "même à pied", en raison de l'imminence d'opérations militaires. Depuis la frontière avec le territoire palestinien, on pouvait voir de gigantesques nuages de fumée s'élever autour de paysages dévastés par les bombardements. Dans l'ouest de la ville de Gaza, lundi, la tour Al-Ghafri a également été détruite par l'armée génocidaire. "Ils nous ont informés de leur intention de démolir la tour, alors nous sommes sortis", a raconté Ossama Abou Hassira, qui rejette les déclarations de l'armée affirmant que des bâtiments sont visés car ils servent à des "terroristes". "Le seul objectif de Netanyahu, c'est nous pousser vers le sud", a-t-il ajouté. Les autorités sionistes ont dit préparer l'accueil de Palestiniens fuyant le nord de la bande de Gaza vers le sud, dans une zone qu'elles qualifient d'"humanitaire", ce que contestent de nombreuses ONG opérant dans le territoire assiégé. "Les dirigeants du Hamas, du Jihad, du Front populaire et du Fatah doivent faire la paix avec les Juifs, stop! Chaque jour, nous avons 200 martyrs", supplie Abou Hassira en référence à des groupes palestiniens. Autour de lui, tout est gris. Les passants, comme ceux qui se tiennent devant l'immeuble effondré d'Al-Tuffah, regardent sonnés ce décor apocalyptique, un océan de ruines à perte de vue.

GAZA

Une campagne d'expulsion des plus violentes, sans nulle part où aller



**Par Abdel Qader
Sabbah In R.I.**

«Ce devrait être la dernière étape, au bord de la mer. Ils devraient nous laisser rester ici». Les Palestiniens de la ville de Gaza subissent de plein fouet la campagne militaire israélienne visant à nettoyer ethniquement toute la ville, autrefois la plus grande de la Palestine historique, sans avoir nulle part où aller.

Hier, mercredi, l'armée israélienne a vanté son offensive qui ne cesse d'empirer contre la ville de Gaza, un porte-parole déclarant que des dizaines d'avions de combat israéliens avaient frappé plus de 360 cibles dans la ville, notamment des immeubles de grande hauteur et des infrastructures. «La première vague s'est concentrée sur les quartiers de Daraj et Tuffah... Les deuxième et troisième vagues ont consisté en une attaque à grande échelle contre les zones de Daraj, Tuffah et Furqan», a déclaré le porte-parole sur X. «Dans les

jours à venir, l'armée intensifiera le rythme des attaques... en préparation des prochaines phases de l'opération». Outre les bâtiments résidentiels et les infrastructures, des campements de tentes surpeuplés ont également été détruits. Depuis que l'armée israélienne a lancé son offensive pour s'emparer et prendre le contrôle de la ville de Gaza le mois dernier, elle a émis de multiples ordres d'évacuation pour différents quartiers de ce qui subsiste de l'agglomération, aboutissant lundi à un ordre d'expulsion massive pour l'ensemble de la ville, qui compte près d'un million de Palestiniens. Beaucoup sont tout simplement dans l'incapacité de partir. Plusieurs Palestiniens déplacés à Gaza ont déclaré à Drop Site News qu'ils ne pouvaient pas fuir vers le sud en raison des coûts de transport exorbitants, qui peuvent atteindre 4000 shekels (environ 1200 dollars) ; du manque d'espace ou d'abris dans les zones fortement surpeuplées du sud ; et de l'absence de sécurité face aux attaques israéliennes partout à Gaza, y compris dans les zones prétendument «humanitaires». «Les Israéliens ont détruit notre maison et nous ne savions pas où aller ni quoi faire. Nous sommes partis, puis nous sommes revenus, puis nous sommes repartis et nous sommes revenus ici. Nous avons déménagé environ 20 fois jusqu'à présent et nous ne savons toujours pas où aller», a déclaré Issa, qui a été déplacé vers la côte depuis son domicile à Al-Zarqa, un quartier du nord-est

de la ville de Gaza. Derrière lui, sur la plage de sable, était garée une charrette tirée par un âne, chargée de matelas, de casseroles et d'autres effets personnels. «Cela devrait être notre destination finale, au bord de la mer. Ils devraient nous laisser rester ici. Où sommes-nous censés aller ?», a-t-il déclaré à Drop Site, ajoutant : «Pour aller dans le sud, il faut 3000 shekels. Et où trouver une tente ? Il n'y a pas de tentes... Il n'y a pas de sécurité, ni ici, ni ailleurs... En ce moment, nous sommes déplacés dans le nord. Il n'y a pas de sécurité ici ni dans le sud». L'équipe humanitaire des Nations unies dans les territoires palestiniens occupés, a déclaré que près d'un million de personnes à Gaza se retrouvent désormais «sans option sûre ou viable». «Nous assistons à une dangereuse escalade dans la ville de Gaza, où les forces israéliennes ont intensifié leurs opérations et ordonné à tout le monde de se diriger vers le sud. Cela survient deux semaines après la confirmation d'une famine dans la ville et ses environs», ont-ils déclaré mercredi dans un communiqué. «Bien que les autorités israéliennes aient unilatéralement déclaré une zone dans le sud comme «humanitaire», elles n'ont pris aucune mesure efficace pour assurer la sécurité des personnes contraintes de s'y rendre, et ni la taille ni l'ampleur des services fournis ne sont suffisantes pour venir en aide à ceux qui s'y trouvent déjà, sans parler des nouveaux arrivants. Près d'un million de personnes se retrouvent

désormais sans option sûre ou viable, ni le nord ni le sud n'offrant de sécurité. Quitter le nord de Gaza implique des frais de transport et de passage sécurisé prohibitifs, que la plupart des familles ne peuvent tout simplement pas se permettre. Cela signifie emprunter des routes à peine praticables. Cela signifie trouver un endroit où dormir, soit en plein air, soit dans des sites de déplacement surpeuplés. Et cela signifie continuer à lutter pour trouver de la nourriture, de l'eau, des soins médicaux et un abri, et vivre sans installations sanitaires dignes et propres. Les survivants à Gaza sont dans un état d'épuisement total». L'ordre d'expulsion de lundi était accompagné d'une carte de tout le nord de Gaza représentant trois flèches pointant vers l'ouest et une grande flèche pointant vers le sud, illustration graphique de la campagne de nettoyage ethnique menée par Israël. Mais, le littoral et les rues adjacentes étant transformés en une multitude de tentes et d'abris de fortune, les familles ne trouvent pas d'espace pour se déplacer vers le sud, même si elles le souhaitaient. Selon le site Management Cluster, une coalition d'organisations humanitaires qui suit les mouvements à Gaza, environ 50 000 Palestiniens ont été déplacés à l'intérieur de la ville de Gaza, et un nombre similaire a fui vers le sud. L'armée israélienne a donné une estimation bien plus élevée, estimant à 200 000 le nombre de personnes qui ont fui la ville de Gaza, selon le Times of Israel. Plusieurs familles déplacées à Gaza ont déclaré à Drop Site qu'elles avaient réussi à fuir vers le sud, mais qu'elles avaient dû retourner dans le nord après n'avoir trouvé aucun abri ou avoir été contraintes de payer un loyer pour un petit lopin de terre afin d'y installer leur tente. «Nous sommes allés dans le sud et n'avons trouvé aucun endroit où nous installer. Ils n'arrêtaient pas de nous dire qu'il fallait de l'argent, mais nous n'en avions pas. Il faut 3000 à 4000 shekels rien que pour s'y rendre. Et il n'y a pas de terrain sans frais – dix shekels par mètre – et nous n'avons pas cette somme», a déclaré Feryal Al-Dada à Drop Site. «Ils nous ont chassés de Khan Younis. Ils ont dit qu'il n'y avait pas de place, pas d'endroit pour nous», a-t-elle ajouté, précisant : «Nous sommes restés cinq jours sous le soleil, sans nourriture ni eau. Je ne pouvais pas respirer à cause de la poussière et de la chaleur». Al-Dada se tenait devant un abri de fortune fait de bâches en tissu et de piquets en bois près de la route côtière. «J'essaie de m'abriter près de la rue. Juste pour avoir un peu d'intimité. Ma fille est blessée, et il y a moi, mon fils et mon mari. Nous avons aménagé un petit espace pour vivre. J'ai tout ramassé dans la rue». À proximité, Mazen Al-Damma clouait un morceau de tissu sur un cadre en bois fin pour fabriquer un abri. «Nous sommes partis vers le sud. Nous sommes allés à Al-



●●● Qarara [une ville située juste au nord de Khan Younis]. Ils nous ont chassés, car il n'y avait pas de place, et nous ont redirigés vers Deir Al-Balah. Mais là-bas, il y avait des tirs et des bombardements, nous ne pouvions donc pas rester», a expliqué Al-Damma à Drop Site.

Il est retourné dans le nord, chez lui, dans le quartier d'Al-Tuffah, mais a été contraint de fuir à nouveau la semaine dernière après que Israël a émis des ordres d'évacuation. «Nous avons dû partir sans savoir où nous allions», a-t-il raconté. «Honnêtement, il vaut mieux ne pas aller dans le sud. C'est une perte d'argent. Mieux vaut rester sur ses propres terres». Il a ajouté : «Où que vous soyez, tout Gaza est dangereux. La zone qu'ils vous disent être "sûre" est également dangereuse. Deir Al-Balah est dangereux. Tout Gaza est dangereux. Il n'y a pas de zone sûre. Ils ont largué des tracts sur nous il y a trois ou quatre jours. C'est ce qui nous a poussés à nous diriger vers le sud, mais nous n'avons trouvé aucun emplacement et sommes venus ici à la place». Dans une déclaration vidéo lundi, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a proféré une menace ouverte à l'encontre de tous les Palestiniens de la ville de Gaza : «Je m'adresse aux habitants de Gaza, je profite de cette occasion pour vous dire, et écoutez-moi bien : vous avez été prévenus, partez maintenant». Sa déclaration fait écho aux commentaires qui ont suivi l'ordre de déplacement massif donné par Israël à tout le nord de Gaza en octobre 2023, à peine une semaine après le début de la guerre, lorsque Netanyahu avait également proclamé : «Partez maintenant». «L'ordre donné [lundi] matin par l'armée israélienne pour l'expulsion massive des habitants de la ville de Gaza est cruel, illégal et aggrave encore les conditions de vie génocidaires qu'Israël inflige aux Palestiniens», a déclaré Heba Morayef, directrice régionale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à Amnesty International, dans un communiqué. «Pour les centaines de milliers de Palestiniens de la ville de Gaza qui, depuis près de deux ans, subissent des bombardements incessants tout en souffrant de la faim et en étant entassés dans des camps de fortune ou en se réfugiant dans des bâtiments extrêmement surpeuplés, il s'agit d'une répétition dévastatrice et inhumaine de l'ordre de déplacement massif émis pour tout le nord de Gaza le 13 octobre 2023». Alors que l'offensive israélienne se poursuit, les Palestiniens de la ville de Gaza sont contraints de se réfugier dans un espace de plus en plus restreint. «Nous avons chargé la voiture et pris la direction du sud, vers Khan Younis. Le transport seul nous a coûté entre 2800 et 3000 shekels. Nous sommes arrivés à Mawasi, Khan Younis, et nous y sommes restés, mais les bombardements étaient intenses. Ils ont même bombardé les tentes. Nous avons fui Khan Younis et sommes allés à Deir al-Balah. Une fois arrivés, nous avons découvert que c'était aussi une zone rouge, un endroit tout aussi terrifiant», a déclaré à Drop Site un Palestinien qui n'a pas souhaité donner son nom. «Même si vous trouvez un terrain où vivre [dans le sud], qu'il soit public ou privé, quelqu'un viendra vous dire : «Je veux être payé au mètre carré». Le tarif est de 10 shekels par mètre carré. Si vous voulez installer une tente de 4 mètres sur 4, soit 16 mètres carrés, cela vous coûtera 200 ou 300 shekels par mois», a-t-il expliqué. «Nous n'avons eu d'autre choix que de quitter le sud et de revenir à Gaza». «Comme vous pouvez le voir, nous installons des bâches, nous ramassons des couvertures, nous les découpons et nous les utilisons. Nous récupérons des rideaux et du bois dans les rues pour subvenir à nos besoins», a-t-il déclaré, tandis que ses enfants, couverts de poussière, se tenaient à ses côtés. «Nous vivons sur la plage. Ils savent que nous sommes ici, sur la plage. Quelle est la faute de cette enfant ? Nous sommes privés de choses qu'elle n'a même jamais vues».

A.Q.S.

Reconnaissance de la Palestine vs 'Israël' : l'équation à renverser

Par Daniel Vanhove
In Mondialisation.ca

Sans remonter à l'origine du sionisme que chacun pourra retrouver par ses propres recherches, et en s'en tenant à la version officielle des choses, tout, absolument tout ce qui concerne la Palestine et 'Israël' est tronqué depuis le début. Soit, depuis l'établissement du Plan de partage par l'ONU le 29.11.1947 par la Résolution 181, d'un Etat juif aux côtés d'un Etat arabe, sur les terres palestiniennes. Ce vote (qui n'aurait duré que 3 minutes!) permettra 6 mois plus tard (14.05.1948) la création de l'Etat d'Israël... quand celui de la Palestine attend toujours. Ainsi, les juifs (alors ~ 30% de la population de Palestine à l'époque) obtiennent de facto 54% du territoire palestinien. Le noeud du problème provient de cette funeste décision prise par une série d'Etats – 33 voix pour, 13 voix contre, 10 abstentions, et sans l'avis des Palestiniens pourtant premiers concernés – à la sortie de la seconde guerre mondiale au cours de laquelle les pays alliés ont gravement failli à empêcher le régime nazi allemand de procéder au sordide plan d'extermination des juifs. Procédant de la sorte, ils ont pensé que cela rachèterait moralement leur faute, nous chantant la main sur le cœur "plus jamais ça", mais la faisant dès lors porter par les Palestiniens qui n'ont pourtant rien eu à voir avec le génocide des juifs organisé sur le sol européen. La suite des événements plus désastreux les uns que les autres pour les Palestiniens, découle de ce point de départ initial. Génocide que certains Israéliens n'ont jamais cessé d'utiliser en rappelant régulièrement ce que des leurs avaient subi lors de cette tragédie. Depuis, la dimension eschatologique s'y est ajoutée, d'un côté comme de l'autre, rendant l'affaire encore plus compliquée voire inextricable puisque tout le monde sait que "les voies du Seigneur sont impénétrables". Et que, chacun ayant ses croyances, celle des premiers ne rencontreront jamais celles des suivants. Naïvement sans doute, l'on aurait pu penser – espérer? – que les pays arabo-musulmans seraient restés mobilisés par solidarité envers leurs frères et sœurs palestiniens. Hélas, cela n'a duré qu'un temps. Et à ce jour, en-dehors du Yémen et quelques groupes de résistance vivant en clandestinité, c'est sans compter les bassesses et les duplicités dont les humains sont capables dès lors que leurs intérêts prennent sur leur honneur et l'idée qu'ils ont de la justice. D'autre part, aurions-nous quelque leçon à leur donner, quand lors des deux guerres mondiales, les pays européens se sont déchirés entre eux? Mais aujourd'hui, comment compter sur ces pays qui par piété calcul qui les épargneraient, se sont soumis aux diktats américains en courant après une "normalisation" avec un régime terroriste qui, après la Palestine, le Liban et la Syrie, finira par les attaquer aussi comme on vient de le voir avec un premier bombardement sur le Qatar, resté sans réaction à la mesure de l'agression! Il y a quelques jours, en 72 heures, ce régime de terreur a visé impunément Gaza, le Yémen, le Liban, la Syrie, la Tunisie et le Qatar! Le plan du "Grand 'Israël'" avance, lentement, dangereusement, avec l'appui de millions d'évangéliques américains, beaucoup plus nombreux que les sionistes juifs. S'y ajoutent les spéculations des uns, l'opportunisme des autres, la traîtrise, la sournoiserie, l'indignité et le déshonneur qui se généralisent et se troquent pour quelques valises de dollars, sans parler de la lâcheté de tous ceux qui détiennent l'information, voient le déroule-



ment du drame des Palestiniens, ont le pouvoir d'intervenir mais regardent sans rien faire (je ne dis pas "sans rien dire" parce qu'au niveau de leurs déclarations verbales ces mêmes lâches rivalisent avec les éoliennes). 78 ans plus tard, voilà où nous en sommes: une Palestine dévastée, voire bientôt annexée totalement, avec l'odieuse complicité de la mentalité coloniale qui a toujours animé l'Europe (et l'asservissement de pays arabo-musulmans). N'est qu'à voir ce qui s'est passé au fil des siècles en Afrique, en Amérique au nord comme au sud, en Asie et en Australie pour reprendre les continents où la poigne suprémaciste coloniale européenne a exercé ses abominables crimes. Comme il nous est impossible de refaire l'Histoire et de revenir en arrière, au moins devrait-on prendre le temps de se pencher sur le passé pour qu'il nous guide (peut-être?) dans l'avenir. Et au moins devrait-on alors faire acte d'un minimum de décence et d'un maximum de responsabilité pour jauger les décisions prises par nos gouvernements antérieurs. En dresser le bilan. Et en corriger la trajectoire avec les réparations qui s'imposent au profit des Nations asservies et leurs citoyens spoliés. Ces derniers temps, après bientôt 2 ans d'un génocide orchestré par le couple maudit israélo-étasunien avec la complicité tacite des Européens pour liquider Gaza et annexer ce qui reste de la Cisjordanie, l'on entend ici-et-là quelques voix timides – désignées désormais (ne riez pas) comme "héroïques" – se prononcer pour la reconnaissance de l'Etat palestinien. Cette annonce a même été brandie (ne riez toujours pas) comme menace envers 'Israël' par K. Kallas, la "haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la sécurité", sous réserve d'un cessez-le-feu à Gaza. Quelle hypocrisie! Quelle honte! Cette reconnaissance toute symbolique d'un Etat palestinien a juste l'effet inverse de celui annoncé: les responsables politiques israéliens déclarent à tour de rôle, et de manière décomplexée, qu'il n'y aura jamais d'Etat palestinien! Comment donc, ces irresponsables politiques si prolifiques en déclarations creuses vont-ils contraindre le régime terroriste israélien à respecter ce qui serait le futur Etat palestinien si même le génocide qui se déroule en live sous leurs yeux ne les fait pas réagir avec fermeté en utilisant des mesures adéquates? Quelle foutaise! Je pense qu'après tant de décennies de gâberies et d'incuries diplomatiques, il n'y a que deux moyens de parvenir à une solution à la situation catastrophique du moment:

- 1) soit, et puisque tout le monde voit bien qu'il n'y a que la force qui prévaut, une coalition armée, puissante et déterminée, contraint le régime de terreur israélien à revenir jusqu'aux frontières de la Ligne Verte pour y établir alors l'Etat arabe palestinien sur les frontières de '67... avec le risque d'entraîner un bain de sang encore plus important que celui auquel nous assistons, ce qui est donc peu probable
- 2) soit, l'on renverse l'équation: puisque les racistes des divers gouvernements israéliens ne veulent pas reconnaître d'Etat palestinien, l'organisation des Nations-Unies dénonce l'Etat israélien et ne le connaît plus comme appartenant à la communauté des Nations, contraint ces dernières à rompre toute forme de contact avec lui, coupant au passage tout approvisionnement en pétrole (carburant de son armée), et ne reconnaît plus que le seul Etat arabe palestinien – la Palestine historique – où vivront tous les citoyens qui le désirent, selon les normes démocratiques qu'elle érige à tout moment comme modèle aux yeux du monde entier.

Sans décision énergique et résolue de l'ensemble des Etats face au drame humanitaire que l'on voit empirer et s'étendre chaque jour dans la région, celui-ci finira par exploser à la figure de ceux qui seront restés spectateurs, se contentant de vaines lamentations en pensant que leur éloignement de la zone de ce génocide les préservait de tout retour de flamme. Croyez-le ou non, cela ne durera pas, il y a urgence. Tant pour ceux de là-bas que pour nous ici. Les populations arabo-musulmanes qui depuis des décennies paient de leur chair et de celle de leurs enfants nos interventions militaires sous de faux prétextes, finiront par réagir à ces flagrantes injustices. Une résistance plus forte, plus vaste et mieux organisée qu'actuellement en émergera. Demain... ou à la génération suivante, celle de nos enfants ou de nos petits-enfants, qui se souviendront alors de la duplicité de leurs parents, et pourront leur rappeler cet adage plus vrai que jamais et qu'ils ont ignoré: «Nos actes nous suivent».

D.V.

HALTES HISTORIQUES

Les massacres d'Ouled Yaïch à Blida, un autre témoignage de l'horreur du colonialisme

Les massacres d'Ouled Yaïch perpétrés le 17 septembre 1956 à Blida sont classés parmi les haltes historiques majeures de la région de la Mitidja pour avoir mis en évidence l'horreur du colonialisme à l'encontre de populations sans défense et réduit à néant ses vaines tentatives d'éteindre la flamme de la Révolution qui embrasait l'ensemble du territoire algérien.

Dans un entretien accordé à l'APS à la veille de la commémoration du 69e anniversaire de cette tragédie, le professeur Mohamed Chérif Sidi Moussa, enseignant d'histoire à l'université Ali-Lounici (Blida-2), a rappelé que ces massacres furent la réponse des forces coloniales françaises à un guet-apens tendu par l'Armée de libération nationale (ALN) dans la nuit du 17 septembre. Cette embuscade avait coûté la vie à une quarantaine de soldats français de différents grades, ce qui poussa la France coloniale, fidèle à ses pratiques répressives, à se venger des habitants de la région de la manière la plus cruelle, frappant sans distinction, l'homme, l'animal et la nature. Durant la Révolution, Ouled Yaïch était un petit village qui est devenu, au fil des années, un point névralgique de l'activité révolutionnaire, abritant plusieurs rencontres de chefs historiques, à l'instar de Mohamed Boudiaf qui y inaugura, le 14 mai 1954, un centre de fabrication de bombes incendiaires et d'explosifs, ainsi qu'un lieu d'entraînement au maniement des armes. Le chercheur en histoire, Khaled Taleb, originaire de la région, a indiqué que de nombreux moudjahidines ont activé dans ce centre, citant Souidani Boudjemaâ, Rabah Bitat, Krittli Mokhtar et Boualem Kanoun. Il a précisé que ce centre constituait "l'une des principales forteresses

révolutionnaires alimentant les différentes régions du pays en armes, tout en restant ignoré des forces coloniales grâce au secret qui entourait l'activité des moudjahidines". Le 14 octobre 1954, Ouled Yaïch accueillit une réunion nationale du commandement du groupe des 22, les chefs du courant centraliste et des cadres révolutionnaires de la Mitidja, soit 35 moudjahidines, sous la présidence de Mohamed Boudiaf, qui prononça alors sa célèbre phrase "la Révolution se fera, même avec les singes de la Chiffa", selon les précisions du chercheur Khaled Taleb. Face à cette intense activité révolutionnaire, l'armée coloniale française mit en place un centre destiné à surveiller les déplacements des moudjahidines, imposant un blocus étouffant à la population et punissant tout soutien apporté à l'ALN, a expliqué le professeur Sidi Moussa. L'année 1956 a vu une recrudescence des exactions commises par les militaires français, épaulés par les colons, contre les civils sans défense, ce qui poussa les habitants de la région à solliciter l'appui de l'ALN afin de mettre fin aux exactions coloniales. C'est ainsi que dans la nuit du 17 septembre 1956, les moudjahidines tendirent un guet-apens à une unité française de près de 40 soldats. Ils réussirent à éliminer la majorité d'entre eux dans une attaque surprise qui fit grand bruit dans toute la région,



selon le professeur d'histoire.

Représailles françaises et massacres

Selon l'historien Khaled Taleb, frère du chahid Nourredine Taleb (1936-1960) qui participa à l'embuscade, la riposte française fut, comme à l'accoutumée, la forme d'opérations de représailles de grande ampleur. Les forces coloniales stationnées à Ouled Yaïch furent renforcées par des unités venues de Blida, Oued El Alleug, Soumaâ et Boufarik. La région se transforma alors en théâtre de

massacres effroyables, caractérisés par des tueries collectives et l'incendie de maisons. Cette répression sanglante fit plus de 31 chouhada parmi les civils innocents, sans épargner les animaux, brûlés avec leurs fourrages. L'aviation ennemie bombarda et détruisit le village durant une semaine entière, relève le chercheur. Le professeur Sidi Moussa a souligné que ces événements tragiques, survenus sous le gouvernement du socialiste Guy Mollet, demeurent "une infamie" dans l'histoire de la France. Le massacre d'Ouled Yaïch illustre ainsi l'équation de la Révolution algérienne : d'un côté, le courage des moudjahidines, de l'autre, la barbarie coloniale. Mais, en définitive, cette tragédie n'a fait qu'attiser la flamme révolutionnaire. Ses séquelles douloureuses sont devenues un levier de mobilisation populaire autour de l'ALN et ont contribué à l'élargissement de la résistance dans la Mitidja et les régions voisines, selon les propos du professeur Sidi Moussa.

LORS D'UN COLLOQUE NATIONAL SUR LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE DES AURÈS À BATNA Appel à l'intensification des recherches et des fouilles autour de l'évolution de l'urbanisation

Des chercheurs et des spécialistes en archéologie et en histoire ont souligné, lundi après-midi à Batna lors d'un colloque national sur le patrimoine archéologique des Aurès, «l'importance d'intensifier les recherches et les fouilles sur l'origine et l'évolution de l'urbanisation dans la région des Aurès et la manière dont ses habitants interagissent avec leur environnement naturel». Les intervenants qui se sont succédé à la tribune lors de ce colloque qui se tient, les 15 et 16 septembre à la maison de la culture Mohamed-Laïd-Al Khalifa, ont insisté sur «la nécessité de déterminer les différents vestiges archéologiques architecturaux, sociaux et économiques des populations locales entre les périodes préhistorique et pré-romaine». Dans ce contexte, le docteur Zahir Bekhouche, spécialiste en archéologie à l'université de Guelma, et président du comité scientifique de la rencontre, a déclaré que cette manifestation scientifique vise, dans sa première édition, à explorer les nouvelles approches méthodologiques pour la réhabilitation et la valorisation du mausolée royal numide d'Imedghassen et des sites archéologiques et préhistoriques des Aurès. Le même archéologue a ajouté que cette première édition, qui fait partie d'une série de colloques à venir autour de ce sujet, se concentre sur le mausolée d'Imedghassen situé dans la commune de Boumia, considéré comme la plus ancienne sépulture monumentale en Afrique du Nord. Le colloque vise, selon le directeur du musée et du site de Timgad, ainsi que des sites archéologique de Tobna, d'Imadghassen et de Zana El Beida, Chafik Bougerara, a plaidé, quant à lui, sur «la sensibilisation à l'importance de l'étude des vestiges et des monuments de la période protohistorique dans la région des Aurès, et à élargir les horizons de la coopération entre les différents chercheurs spécialisés en histoire, en archéologie et en anthropologie pour orienter le domaine de la recherche multidisciplinaire vers ce champ de recherche». Le colloque vise



également, selon le même intervenant qui est chercheur en archéologie, à favoriser la conclusion de conventions de coopération avec différents laboratoires et centres de recherche nationaux et internationaux, ainsi qu'à actualiser et à moderniser les techniques de recensement et de documentation des sites et de monuments protohistoriques (qui remontent à l'aube de l'histoire) dans le but de les protéger et de les classer. Des spécialistes et des chercheurs en histoire et en archéologie, venus de plusieurs universités du pays, participent à cette manifestation scientifique, organisée par le bureau de Batna de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés, la direction de la culture et des arts et le commissariat du festival culturel international du film d'Imedghassen, en coordination avec le laboratoire «Dialogue des civilisations et mondialisation» de l'université Hadj-Lakhdar (Batna-1).

LÉGENDE DU CINÉMA AMÉRICAIN Robert Redford n'est plus

Robert Redford, icône du cinéma américain des six dernières décennies et véritable parrain du film indépendant aux Etats-Unis, est mort mardi à l'âge de 89 ans, ont annoncé des médias. L'acteur a joué dans des grands classiques comme "Butch Cassidy et le Kid" (1969), "L'Arnaque" (1973) ou "Les Hommes du président" (1976). Les grands studios lui ont offert quelque 70 rôles, pour la plupart des personnages positifs. Défenseur des tribus amérindiennes et des paysages américains, cofondateur du Sundance Film Festival devenu la référence internationale du film indépendant, Robert Redford a cherché toute sa vie à tracer sa voie, gardant dès qu'il pouvait se le permettre, ses distances avec Hollywood. S'il a reçu un Oscar en 2002 pour l'ensemble de sa carrière, il n'a, comme acteur, jamais été récompensé pour un film en particulier bien que plusieurs de ses prestations aient été saluées dans des films emblématiques comme "Jeremiah Johnson" (Palme d'Or en France en 1972), "Les hommes du président" (4 Oscars en 1977) ou encore "Out of Africa" (7 Oscars en 1986). Son amour du cinéma l'incita ensuite à passer derrière la caméra. Il réalise, entre autres, "Des gens comme les autres" qui, en 1981, remporte l'Oscar du meilleur film et de la meilleure réalisation puis "Et au milieu coule une rivière" (1992), "Quiz Show" (1994), "L'homme qui murmure à l'oreille des chevaux" (1998), "Lions et agneaux" (2007) et "Sous surveillance" (2012).



ATHLÉTISME/MONDIAUX-2025

Sedjati et Moula en demi-finale, Gouaned éliminé

Les athlètes algériens Djamel Sedjati et Slimane Moula se sont qualifiés mardi en demi-finale de l'épreuve du 800 mètres des Championnats du monde 2025 d'athlétisme, actuellement en cours à Tokyo, alors que Mohamed Ali Gouaned s'est contenté d'une 5e place dans sa série. Engagé dans la première série, Sedjati a pris la seconde place en couvrant la course en 1:45.01, derrière la vainqueur de la série, l'Espagnol David Barroso (1:44.94) et devant le Botswanais Kethobogile Haingura (1:45.02). De son côté, Moula a terminé la course de la 7e série, en 2e position avec un chrono à 1:44.77, derrière le vainqueur américain Donovan Brazier (1:44.66) et devant le Croate Marino Bloudek (1:44.78). Le 3e athlète algérien, Mohamed Ali Gouaned a terminé sa course en 5e position de la 5e série, avec un chrono à 1:45.49. Sa série a été remportée par le Kenyan Emmanuel Wanyonyi (1:45.05) devant l'Italien Francesco Percini (1:45.11) et l'Irlandais Mark English (1:45.13). Les trois premiers des sept séries sont qualifiés en demi-finale, en plus des trois meilleurs chronos de l'ensemble des séries. Les demi-finales auront lieu en trois séries, jeudi à (5h15 heure algérienne), alors que la finale est programmée pour samedi (6h22).



Sedjati : "Le plus important, c'est la qualification"

Le demi-fondiste algérien Djamel Sedjati, médaillé de bronze sur le 800 mètres des Jeux olympiques de Paris-2024, n'a pas "accordé trop d'importance au chrono de 1:45.01", réalisé mardi à Tokyo à l'occasion des séries des Mondiaux-2025 de la spécialité, considérant que "le plus important" pour lui était la qualification. "Aujourd'hui, il n'y avait aucune

médaille en jeu. Il ne s'agissait que d'une simple phase de qualification, où le principal objectif était de passer en demi-finale. Ainsi, il n'y avait aucune raison de se surpasser, et c'est pourquoi, j'ai réussi l'essentiel, en ménageant mes efforts", a-t-il indiqué aux médias après la fin de sa course. Le 12 juillet 2024 à Monaco, le champion algérien

avait bouclé le 800 mètres en seulement 1:41.46, et ce chrono était considéré comme un nouveau record national pour l'Algérie. Sedjati a rassuré qu'il se porte bien, et qu'il se sent en mesure de relever le défi. "Je me suis très bien préparé pour cet événement et je suis décidé à réussir un bon parcours, qui fera honneur aux couleurs nationales.

Je suis conscient que les choses vont commencer à être plus dures à partir du prochain tour, mais je ferai le nécessaire pour être au rendez-vous", a-t-il promis. L'Algérien a profité de l'occasion pour "souhaiter bonne chance" à ses compatriotes qui sont toujours en lice dans la compétition, dont Slimane Moula, qualifié lui aussi pour les demi-finales du

800 mètres, ainsi qu'à l'ensemble des représentants maghrébins et arabes. Pour rappel, les demi-finales du 800 mètres auront lieu en trois séries, jeudi (à 5h45 / heure algérienne), alors que la finale est programmée samedi (à 6h22). "J'espère que nous serons tous au rendez-vous et que nous ferons honneurs à nos pays respectifs" a-t-il conclu.

VOLLEY-BALL/CHAMPIONNAT D'AFRIQUE U20 GARÇONS (2^E JOURNÉE)

Victoire de l'Algérie devant le Zimbabwe

L'équipe nationale algérienne U20 masculine de volley-ball (a battu son homologue du Zimbabwe sur le score de 3 sets à 0 (25-21, 25-15, 27-25) mardi au Complexe sportif Hassan-Mostafa pour le compte de la 2e journée (Gr.A) du Championnat d'Afrique de la catégorie, abrité par la ville 6 Octobre, près du

Caire en Egypte. C'est le premier succès des six algérien lors de cette compétition, après le revers enregistré, dimanche, face à l'Ouganda 3-1 (27-29, 23-25, 25-21, 26-28). Dans l'autre match du groupe A, l'Egypte a battu l'Ouganda 3-2 (25-14, 24-26, 25-19, 20-25, 15-10). Lors de la prochaine journée, mercredi

di, l'Algérie affrontera l'Egypte et le Zimbabwe défaire l'Ouganda. Dans le groupe B, le Kenya a pris le meilleur sur le Maroc 3-1 (26-24, 30-32, 25-20, 25-21), de même que le Cameroun face au Rwanda 3-0 (25-17, 25-22, 29-27). La phase préliminaire est programmée du 13 au 17 septembre, alors que les

quarts de finale auront lieu le 18 septembre et les demi-finales, le 19 septembre. La finale est prévue le 20 septembre. Huit sélections nationales prennent part à cette édition qui s'annonce relevée : l'Algérie, l'Egypte, le Cameroun, le Maroc, le Rwanda, le Kenya, le Zimbabwe et l'Ouganda.

BASKET-BALL/CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS FÉMININS (5^E JOURNÉE)

Première défaite du GS Cosider face à Al-Ula

Le club algérien du GS Cosider a enregistré son premier revers au Championnat arabe des clubs féminins (10-19 septembre) en perdant face à Al-Ula (Arabie saoudite) sur le score de 91 à 8, mardi pour le compte de la 5e journée de la compétition qui se déroule à Al-Madinah Al-Munawarah en Arabie saoudite. Les scores des quart-temps ont été comme suit : 32-14, 21-23, 21-28, 17-20. Durant ses quatre premiers matchs, le GS Cosider a brillé en les remportant tous. Face aux Koweïtiennes d'Al Karine 75-52 et d'Al Fatat SC 87-77 et à Al Hala (Bahreïn) 76 à 74 et Shardjah (EAU) sur le score de 101-64. Selon la formule de compétition, les deux premiers à l'issue de la première phase joueront la finale de cette 26e édition, programmée le vendredi 19 septembre. La précédente édition, disputée en 2024 en Jordanie, avait été remportée par le club local d'Al Fahis, devant la formation saoudienne d'Al Ula, au moment où le représentant algérien, GS Cosider, avait terminé sur la troisième marche du podium.



JUDO

Neuf compétitions continentales au menu des clubs algériens avant la fin 2025

Les clubs algériens de judo auront la possibilité de disputer neuf compétitions continentales entre novembre et décembre 2025, a-t-on fait savoir auprès de la Fédération algérienne (FAJ) qui les a rassurés dernièrement de se charger des différentes formalités administratives, liées à leur engagement. "La FAJ a le plaisir d'annoncer aux clubs affiliés qu'elle se chargera d'étudier leurs dossiers de sortie, pour chacune de ces compétitions", a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué, diffusé mardi sur ses réseaux sociaux. Trois parmi ces compétitions seront ouvertes aux seniors, alors que les autres seront destinées uniquement aux cadets et aux juniors. Il s'agit de l'Open Africain de Yaoundé, prévu le 21 novembre, la Coupe d'Afrique d'Abidjan le 28



novembre et la Coupe d'Afrique du Caire le 19 décembre. Enfin, chez les cadets, les clubs algériens pourront s'engager dans la Coupe d'Afrique de Yaoundé, prévue le 21 novembre au Cameroun, la Coupe d'Afrique d'Abidjan le 28 novembre en Côte

d'Ivoire et la Coupe d'Afrique du Caire le 20 décembre en Egypte. "Les clubs intéressés devront transmettre leur dossier à la FAJ au moins un mois avant le début de la compétition à laquelle ils souhaitent participer", a tenu à préciser l'instance.

MÉTÉO	
Aujourd'hui	Demain
29° 21°	ALGER 33° 24°
33° 23°	ORAN 34° 22°
28° 21°	ANNABA 28° 22°
37° 27°	TAMANRASSET 37° 27°

L'ANP DANS UN BILAN OPÉRATIONNEL

Reddition d'un terroriste et arrestation de 4 éléments de soutien aux groupes terroristes en une semaine

Un terroriste s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar alors que quatre éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans différentes opérations durant la période du 10 au 16 septembre, a indiqué hier, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP.

Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 10 au 16 septembre 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", a précisé la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste et "grâce aux efforts des unités de l'ANP, le terroriste dénommé Okbaoui Badi alias Hamza s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar en 6e Région militaire, en sa possession un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, un fusil semi-automatique de type Simonov, une quantité de munitions et d'autres effets. Ledit terroriste avait rejoint les groupes terroristes activant à l'extérieur du pays en 2016", est-il noté dans le communiqué. Dans le même contexte, "des détachements de l'ANP ont arrêté 4 éléments de soutien aux groupes terroristes, dans différentes opérations à travers le territoire national". Dans le cadre de la



lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 60 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 5 quintaux et 4 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 72 kilogrammes de cocaïne et 372407 comprimés

psychotropes ont été saisis", est-il relevé dans le bilan. "A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah et In Guezzam, des détachements de l'ANP ont arrêté 1182 individus et saisi 33 véhicules, 472 groupes électrogènes, 234 marteaux-piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpailage illicite". De même, "15 autres individus ont été appréhendés et 7 fusils de chasse, 66.260 litres de carburants, ainsi que 5

tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes". Par ailleurs, "les Gardes-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 411 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 940 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", est-il conclu dans le bilan opérationnel de l'ANP.

RENTRÉE SCOLAIRE

Campagne de sensibilisation aux accidents de la route

La Direction générale de la Protection civile a annoncé hier, mercredi, dans un communiqué, le lancement d'une campagne de sensibilisation aux accidents de la route, à l'occasion de la rentrée scolaire 2025/26 placée sous le slogan "La sécurité de nos enfants : notre responsabilité à tous". La Protection civile a fait savoir également que "parallèlement à cette action de sensibilisation, un dispositif opérationnel est mis en place sur le terrain pour renforcer la présence de ses équipes" afin d'accompagner les élèves et d'assurer une réponse rapide aux éventuels appels de détresse. Cette campagne de sensibilisation vise à "renforcer la conscience des élèves, en particulier ceux qui rejoignent pour la première fois les bancs

de l'école, ainsi que de leurs parents", a précisé la même source, soulignant "l'importance d'un apprentissage progressif de la sécurité routière, notamment pour les jeunes piétons". A ce titre, il est recommandé aux parents d'élèves, qui "constituent le maillon essentiel" dans l'éducation de leurs enfants aux règles de sécurité routière, le respect d'une série de consignes, à commencer par "les accompagner durant les premiers jours de classe pour les habituer à choisir l'itinéraire le plus sûr entre la maison et l'établissement scolaire". De même qu'à "utiliser les passages pour piétons, et en cas d'absence, traverser à un endroit dégagé et bien visible des deux côtés et faire preuve de vigilance, y compris en empruntant un passage pié-

ton". Les parents sont, en outre, tenus d'apprendre à leurs enfants à "regarder à gauche, à droite puis à gauche avant de traverser, calmement en marchant pour éviter toute chute sur la chaussée, de respecter les feux de signalisation et ne traverser qu'après l'arrêt complet des véhicules", tout en les encourageant à "la marche régulièrement afin de développer leur conscience de la sécurité routière et de distinguer clairement les espaces de jeux des zones de circulation des véhicules". La Protection civile conseille aux écoliers de "marcher sur le trottoir du côté des habitations et à reconnaître les dangers potentiels de la route (sorties de garages, chantiers, conditions pluvieuses ou neigeuses), est-il encore précisé dans le communiqué.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Aït Messaoudene s'enquiert à Oum El-Bouaghi de l'état de santé des victimes de morsures de chien

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, s'est rendu hier, mercredi, à Oum El-Bouaghi pour s'enquérir personnellement de l'état de santé des personnes victimes de morsures de chien ayant causé deux décès, a indiqué un communiqué du ministère. M. Aït Messaoudene "s'est enquise, avec le staff médical, de l'état des blessés qui sont actuellement sous surveillance, avec le suivi médical nécessaire au niveau des hôpitaux de la wilaya" et a rassuré leurs proches leur affirmant "qu'ils ont été pris en charge conformément aux protocoles sanitaires en vigueur au niveau de tous les établissements sanitaires nationaux". Il a souligné, à ce propos, que "toutes les ressources médicales sont mises à disposition pour une meilleure prise en charge". Le ministre a affirmé qu'"il suit la situation de près", ajoutant qu'"il prendra toutes les mesures sanitaires et préventives nécessaires". Suite à cet incident douloureux, "le ministre tient à présenter ses sincères condoléances ainsi que sa profonde compassion aux familles des deux victimes décédées, priant Allah Tout-puissant de leur accorder Sa sainte miséricorde, et de prêter patience et réconfort à leurs familles", tout en exprimant "sa pleine solidarité et sa compassion avec les autres familles, souhaitant prompt rétablissement à tous les blessés".

RENTRÉE UNIVERSITAIRE 2025/26

Zerrouki en visite d'inspection à l'ENSTICP

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a effectué, mardi dernier, une visite d'inspection à l'Ecole nationale supérieure des technologies de l'information, de la communication et de la poste (ENSTICP) afin de s'enquérir des préparatifs en prévision de la rentrée universitaire 2025/26, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette visite, M. Zerrouki a inspecté "les différentes structures dédiées à l'enseignement et à la formation, ainsi que celles d'hébergement et de restauration des étudiants", et ce en prévision de la prochaine rentrée universitaire, a précisé la même source. A cette occasion, le ministre a donné "les instructions nécessaires pour garantir une rentrée universitaire réussie pour les étudiants de l'école, notamment pour les nouveaux bacheliers de la session de juin 2025", appelant à "la nécessité d'adapter les programmes pédagogiques et de fournir les équipements nécessaires pour suivre les évolutions technologiques dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC)", a ajouté la même source. Il a également instruit "d'améliorer les conditions des étudiants au sein de l'école, y compris en dehors des horaires des cours, en mettant à leur disposition des espaces de détente et d'échange, et en complétant toutes les dispositions liées à l'accueil", selon la même source. Placée sous la double tutelle des secteurs de la poste et des télécommunications et de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, l'ENSTICP "assure une formation supérieure en TIC (5 ans), sanctionnée par un diplôme d'ingénieur d'Etat en technologies de l'information, de la communication et du numérique, spécialité systèmes télécommunications et réseaux", selon la même source.